



DIE SPITÄLER DER SCHWEIZ
LES HÔPITAUX DE SUISSE
GLI OSPEDALI SVIZZERI

Aux Conseillères et Conseillers nationaux

Berne, le 26 février 2021

Session de printemps 2021

Monsieur le Président du Conseil national,
Madame, Monsieur,

Dans la perspective de la session de printemps, du 1^{er} au 19 mars 2021, nous vous communiquons nos recommandations :

POSITIONS de H+ Les Hôpitaux de Suisse Session de printemps 2021, Conseil national

19.401 n Iv. pa. CSSS-CN. Pour un renforcement des soins infirmiers, une sécurité des patients accrue et une meilleure qualité des soins

Recommandation de H+ dans le cadre de l'élimination des divergences:

- Loi fédérale relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers
Art. 6 al. 1: s'en tenir à la version du Conseil national (formulation impérative selon la majorité de la CSSS-CN).
- Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal)
Art. 25a al. 3: dans l'esprit d'un compromis suivre la version du Conseil des Etats du 30. 11. 2020 (dépliant p.5), assortie de précisions appropriées sur les conventions.
- Arrêté fédéral sur les aides financières visant à encourager la formation dans le domaine des soins infirmiers
Art. 1. al. 1: s'en tenir à la version du Conseil national (469 millions selon la majorité de la CSSS-CN)

20.3282 é Mo. Conseil des Etats (Ettlin Erich) Covid-19. Tirer les enseignements de la pandémie pour le système de santé suisse

Recommandation de H+: accepter la motion à l'exception du point 3

Le point 3 doit être reformulé: le financement des prestations de réserve doit être clarifié sans a priori ni préjugé sur le résultat.

20.3268 é	Mo. Conseil des Etats (Häberli-Koller). Biens essentiels. Réduire notre dépendance économique
Recommandation de H+: accepter la motion (selon la majorité de la CPS-CN)	
20.3906 é	Mo. Conseil des Etats (Minder). Garantir l'approvisionnement du pays en cas de grandes crises
Recommandation de H+: accepter la motion (selon la minorité de la CPS-CN)	
19.046 n	Loi fédérale sur l'assurance-maladie. Modification (Mesures visant à freiner la hausse des coûts, 1^{er} volet)
<u>Se référer au courrier commun de H+ et de santésuisse du 26 février 2021</u>	
21.3003 n	Mo. CSSS-CN. Préparer le système de santé pour mieux protéger les plus vulnérables et éviter les mesures abruptes
Recommandation de H+: accepter la motion.	
<u>Complément à l'ordre du jour: initiatives parlementaires, 1^{ère} phase</u>	
16.493 n	Iv. pa. (Nantermod) Droit d'auteur. Pas de redevance pour les espaces privés des hôtels, des logements de vacances, des hôpitaux et des prisons
Recommandation de H+: donner suite à l'initiative (selon la majorité de la CAJ-CN).	

Nous nous tenons volontiers à votre disposition pour toute question ou information complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Conseil national, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations,

Anne-Geneviève Bütikofer



Directrice

EXPLICATIONS

19.401 n. l. pa. CSSS-CN. Pour un renforcement des soins infirmiers, une sécurité des patients accrue et une meilleure qualité des soins

Contenu

L'initiative parlementaire 19.401 de la CSSS-CN est un contre-projet indirect à l'initiative populaire «Pour des soins infirmiers forts» (18.079). Comme l'initiative populaire, elle prévoit une offensive en faveur de la formation ainsi que la facturation autonome de certaines prestations de soins. Mais elle va moins loin que le texte de l'initiative populaire. En particulier, elle ne reprend pas les exigences en matière de politique professionnelle (concernant la garantie du revenu et les conditions de travail).

Chronologie

Mercredi, 3 mars 2021: traitement par le Conseil national

Lundi, 8 mars 2021: év. traitement par le Conseil des Etats

Divergences subsistant entre les deux Chambres et recommandations de H+

Loi fédérale relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers

Art. 6 al. 1, version Conseil national du 15.9.2020:

Les cantons encouragent l'accès à une filière de formation en soins infirmiers ES ou une filière d'études en soins infirmiers HES. Pour ce faire, ils accordent des aides à la formation aux personnes domiciliées dans leur canton à subvenir à leurs besoins afin qu'elles puissent suivre la formation en soins infirmiers ES et HES.

Recommandation de H+ : s'en tenir à la version du Conseil national, selon la majorité de la CSSS-CN (dépliant p. 2), i.e. retour à la formulation impérative.

Loi fédérale sur l'assurance maladie (LAMal)

Art. 25a, al. 3 :

Recommandation de H+ : dans l'esprit d'un compromis suivre la version du Conseil des Etats du 30. 11. 2020 (dépliant p.5), assortie de précisions appropriées sur les conventions.

Arrêté fédéral sur les aides financières visant à encourager la formation dans le domaine des soins infirmiers (dépliant p. 9, décision de la majorité de la CSSS-CN: «Maintenir»)

Art. 1 al. 1 version du Conseil national du 15.9.2020:

Un crédit d'engagement de 469 millions de francs au plus est alloué pour une durée de huit ans afin de financer les aides financières prévues à l'art. 7, al. 1, de la loi fédérale du ... relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers, à compter de l'entrée en vigueur de l'article précité.

Recommandation de H+ : s'en tenir à la version du Conseil national (469 millions selon la majorité de la CSSS-CN)

Motivation:

Les cantons ont un mandat d'approvisionnement dans le domaine des soins. Cela inclut l'obligation de former suffisamment de personnel spécialisé. Si les institutions sont obligées de fournir des prestations de formation supplémentaires, le financement correspondant doit par conséquent également être assuré. La réduction des aides financières décidée par le Conseil des Etats, combinée avec la formulation potestative de l'art. 6 al. 1

de la loi relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers, pourrait avoir pour conséquence que des institutions soient obligées de fournir des prestations dont le financement n'est pas garanti. Avec le risque que certains acteurs puissent échapper à leurs responsabilités et débaucher du personnel formé dans d'autres cantons. Ce n'est pas tenable.

19.046 n Loi fédérale sur l'assurance-maladie. Modification (Mesures visant à freiner la hausse des coûts, 1^{er} volet)

Se référer au courrier commun de H+ et de santésuisse du 26.02.2021.

20.3282 é Mo. Conseil des Etats (Ettlin Erich) Covid-19. Tirer les enseignements de la pandémie pour le système de santé suisse

Contenu

En cas d'acceptation de la motion, le Conseil fédéral sera chargé de tirer les enseignements de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) pour le système de santé suisse et de proposer des mesures appropriées, notamment :

1. en analysant les conséquences de la pandémie sur le recours aux soins d'urgence des hôpitaux et des cabinets médicaux, sur la structure de l'offre de soins et sur les réformes en cours de la LAMal ;
2. en imposant d'urgence le passage au numérique dans le domaine de la santé, en particulier l'échange électronique de données et le dossier électronique du patient ;
3. en veillant à ne pas reporter sur les primes les coûts indirects de la pandémie, tels que les pertes de revenu des fournisseurs de prestations, en particulier celles des hôpitaux ;
4. en revoyant le plan suisse de pandémie Influenza de manière à garantir les responsabilités et la mise en œuvre.

Chronologie

Mercredi, 3 mars 2021: traitement par le Conseil national (deuxième conseil)

Avis de H+

La motion est sensée et judicieuse. Mais le point 3 doit être reformulé. Le financement des prestations de réserve doit être clarifié sans a priori ni préjugé sur le résultat.

Sur 1: La diminution des consultations en urgence, qui a également pu être observée dans d'autres pays ayant ordonné des mesures restrictives, a de quoi inquiéter et doit être étudiée aussi rapidement que possible. Il se peut que des pathologies telles qu'un infarctus ou une attaque cérébrale n'aient pas pu être traitées de manière appropriée parce que les patients ont trop tardé à se rendre aux urgences ou ne l'ont pas fait.

Sur 2: Comme H+ l'a relevé devant la CPS du Conseil des Etats le 22 juin 2020, une collecte continue d'informations actuelles et fiables est une condition préalable essentielle à la maîtrise des situations de crise et de catastrophe. Durant les vagues de la pandémie de COVID-19, les informations sur les capacités et l'occupation des lits de soins intensifs sont décisives pour exploiter au mieux les ressources qui sont limitées. Cette collecte d'informations a pu être assurée grâce au système d'information et d'intervention (SII) du Service sanitaire coordonné (SSC). Ce système a dû être mis en route durant la crise avec le soutien des acteurs (Société suisse de médecine intensive, hôpitaux, H+). A l'avenir, un tel système d'information, au sens de l'art 60 de la loi sur les épidémies, devra être opérationnel dès le début de la crise. Il en va de même de l'interprétation statistique et épidémiologique correcte des données collectées, qui doit être assurée par des institutions compétentes, avant tout par l'Office fédéral de la statistique.

Sur 3: Les coûts indirects sont à env. 80% consécutifs aux prestations de réserve, ordonnées par le Conseil fédéral durant la première vague de la pandémie (interdiction des opérations non urgentes). La rémunération de ces prestations commandées par la Confédération, qui n'ont heureusement pas été nécessaires, n'est réglée ni par la loi sur les épidémies, ni par la loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays. Dans un courrier aux membres du Conseil national envoyé avec Curaviva, l'Aide et soins à domicile Suisse, l'ASI, l'ASMAC et les syndicats SSP-VPOD et SYNA, H+ a demandé que l'insécurité juridique concernant la question de l'indemnisation soit levée durant la session d'hiver 2020 dans le cadre de la révision de la loi COVID-19. Malheureusement, cette revendication est restée lettre morte. H+ soutient donc la volonté du motionnaire d'approfondir cette question. H+ rejette en revanche fermement l'idée de libérer d'emblée les caisses maladie de cette obligation. La participation de l'AOS aux coûts des prestations de réserve est conforme au droit en vigueur et correspond à la jurisprudence du Tribunal administratif fédéral (TAF). Ce dernier a, dans l'arrêt de principe TAF 2014/36, c. 21.3.4, clairement précisé que les coûts des prestations de réserve dans le domaine des urgences («en attente de patients AOS») relèvent de l'AOS (également TAF 2017 V/4 concernant les prestations de réserve pour le transport de sauvetage). Cela vaut en conséquence pour les prestations de réserve dans la perspective de traiter des patients (COVID) dans le cadre de l'AOS.

Sur 4: Les enseignements de la pandémie de COVID-19 doivent entraîner une révision du plan pandémie. H+ ne peut que souscrire à cette exigence.

Recommandation de H+: accepter la motion à l'exception du point 3. Le point 3 doit être reformulé: le financement des prestations de réserve doit être clarifié sans a priori ni préjugé sur le résultat.

20.3268 é Mo. Conseil des Etats (Häberli-Koller). Biens essentiels. Réduire notre dépendance économique

Contenu

Le Conseil fédéral doit être chargé de prendre des mesures pour réduire notre dépendance aux chaînes de production et de livraison internationales en ce qui concerne les biens essentiels. La sécurité de l'approvisionnement sera ainsi mieux assurée lors des crises à venir et le caractère durable de l'économie suisse renforcé.

La pandémie mondiale montre à quel point notre économie et notre système de santé sont devenus dépendants en raison d'une forte globalisation, ce qui les rend attaquables et vulnérables. La politique et la société doivent réaliser qu'on ne peut pas considérer uniquement la question du prix lorsqu'il s'agit de biens essentiels. L'industrie pharmaceutique est un bon exemple en la matière, comme le montre la motion 20.3166 déposée le 29 avril 2020 par la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats. Outre le renforcement de l'approvisionnement en prévision de la prochaine crise, une augmentation de la production indigène permettrait de créer de nouveaux emplois, dont on aura urgemment besoin une fois la pandémie de coronavirus passée.

Chronologie

Jeudi, 4 mars 2021: traitement par le Conseil national (deuxième conseil)

Avis de H+

Cette motion est judicieuse, et davantage encore avec le renvoi à la motion 20.3166 [Amélioration de la sécurité de l'approvisionnement en médicaments et en vaccins](#), qui a déjà été transmise. L'acceptation de la motion 20.3268 donnera du poids à cette demande.

Recommandation de H+: accepter la motion (selon la majorité de la CPS-CN)

20.3906 é Mo. Conseil des Etats (Minder). Garantir l'approvisionnement du pays en cas de grandes crises

Contenu

Le Conseil fédéral doit être chargé de soumettre au Parlement un projet visant à garantir l'approvisionnement du pays en cas de grandes crises. L'idée est de produire les biens de première nécessité sans lesquels l'économie et l'approvisionnement du pays ne pourraient être garantis. Pour les biens qui seraient impossibles ou économiquement trop compliqués à produire, le projet prévoira une obligation de créer des réserves suffisantes. Pendant la crise du coronavirus, notre pays a frôlé la pénurie de différents biens médicaux: masques d'hygiène, désinfectant, éthanol, vêtements de protection et médicaments (anesthésiants, antibiotiques).

Chronologie

Jeudi, 4 mars 2021: traitement par le Conseil national (deuxième conseil)

Recommandation de H+: accepter la motion (selon la minorité de la CPS-CN)

21.3003 n Mo. CSSS-CN. Préparer le système de santé pour mieux protéger les plus vulnérables et éviter les mesures abruptes

Contenu

Dans le cadre des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19, le Conseil fédéral doit être invité à exiger des cantons :

1. de donner les moyens aux établissements médico-sociaux de tester régulièrement et de faire respecter les quarantaines pour le personnel. Subsidiairement, le Conseil fédéral est invité à mettre à disposition les capacités sanitaires de l'armée.
2. de donner aux hôpitaux les consignes précises et les sécurités financières nécessaires permettant une montée en puissance rapide de leurs capacités de soins intensifs en cas de nouvelle flambée épidémique.

Chronologie

Mercredi, 17 mars 2021: traitement par le Conseil national (premier conseil)

Avis de H+

H+ soutient cette motion. Elle reprend les recommandations que nous avons faites en vue des délibérations des Chambres fédérales sur la loi COVID-19 (20.084) durant la session d'hiver 2020, et cela en particulier concernant les prestations de réserve des hôpitaux et la mise à disposition de soldats en aide aux EMS également (lire aussi le courrier des partenaires sociaux du 30.11.2020 ainsi que le courrier de H+, Curaviva Suisse, Aide et soins à domicile Suisse et senesuisse du 1^{er} décembre 2020).

Recommandation de H+: accepter la motion.

Complément à l'ordre du jour: initiatives parlementaires, 1ère phase

16.493 n Iv. pa. (Nantermod) Droit d'auteur. Pas de redevance pour les espaces privés des hôtels, des logements de vacances, des hôpitaux et des prisons

Contenu

L'Iv. pa. 16.493 souhaite que toute utilisation d'appareils radio ou TV individuelle ou en petit nombre dans l'espace privatif des hôtels, des logements de vacances, des hôpitaux ou des prisons soit exemptée du droit d'auteur. L'utilisation d'une œuvre dans les espaces privés des hôtels (les chambres, suites, etc.), les logements de vacances, les chambres des hôpitaux et

les cellules de prison, constitue une utilisation privée, similaire à celle qui est faite au domicile, et ne justifie pas le paiement d'une redevance supplémentaire.

Chronologie:

25.10.2018: la CAJ-CN a donné suite à l'initiative.

29.10.2019: La CAJ-CE n'a pas soutenu l'initiative.

14./15.01.2021: La CAJ-CN a renouvelé son soutien à l'initiative.

Session de printemps 2021: traitement au Conseil national en complément à l'ordre du jour (votes groupés). Dates: 2.3., 3.3., 9.3., 11.3., 15.3.

Recommandation de H+: donner suite à l'initiative (selon la majorité de la CAJ-CN).
--